



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

UN GRAND DEBAT POUR TENTER DE PIEGER LA COLERE

UNE SEULE REPONSE : AMPLIFIER LA PROTESTATION

BULLETIN NPA

22 JANVIER 2019

Grand débat : entourloupe et menace

« Pour moi, il n'y a pas de questions interdites », nous dit Macron. Mais pas question de rétablir l'ISF, ni de changer de cap sur les questions essentielles. Smic et salaires en général, chômage et précarité, retraites et CSG, allocations de misère : ces sujets ne sont pas au programme du « grand débat » qu'on nous propose. En gros « vous pouvez débattre, mais c'est moi qui tranche ». Cela sonne comme de la provocation.

Mais en ouvrant sur trois mois ce soi-disant « débat », le pouvoir parie sur un essoufflement du mouvement, et espère faire passer ceux et celles qui refuseront ce débat bla-bla pour des ennemis de la démocratie, sur lesquels il serait légitime que s'abatte sans pitié la répression policière et judiciaire.

Justice sociale, justice fiscale, des exigences légitimes

Pas de paix sociale sans réponse à l'urgence sociale

Dans le débat que nous propose Macron, aucune ouverture sur le Smic ou plus généralement sur les salaires. Comme si l'exploitation du travail salarié par les capitalistes n'était pas une usine à profits. Rien qu'avec les 57 milliards versés à leurs actionnaires en 2018 par les entreprises du CAC 40, les 40 plus grandes du pays, il y aurait de quoi financer une augmentation de 250€ bruts aux 19 millions de salariés du privé. Mais pas question de se mettre mal avec le monde patronal auquel il vient encore de dérouler le tapis rouge cette semaine à Versailles : il est là pour faire régner coûte que coûte, matraque à la main, « leur » ordre, l'ordre capitaliste.

Au chapitre du pouvoir d'achat, rien non plus dans le soi-disant débat de Macron sur la revalorisation des retraites, allocations, et minima sociaux, et encore moins sur leur indexation sur le coût de la vie.

Même pas question de revenir sur l'ISF et autres cadeaux faits aux plus riches.

Ni sur les énormes sommes allouées aux entreprises sous forme de Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) ou autres : un gouffre pour le budget de l'Etat sans effet sur l'emploi alors qu'il y aurait tant à

faire pour l'amélioration des services publics et la transition écologique.

Avec les 40 milliards du CICE en 2019, il y aurait de quoi par exemple financer plus d'un million d'emplois à 2900€ bruts (1700€ nets).

Contre ce gouvernement au service des riches et des patrons Une seule solution, un grand « tous ensemble » jusqu'à satisfaction

Macron ne cesse de répéter que la démocratie c'est les élections, qu'il a été élu sur un programme et donc qu'il n'est pas question de changer de cap sur le fond. Sauf qu'une élection due essentiellement au rejet de Marine Le Pen après ses maigres 18% au premier tour ne sauraient l'autoriser à se prévaloir d'un soutien majoritaire.

La mobilisation en « jaune » qui dure depuis novembre est là pour le lui rappeler. Et pour tous ceux et celles qui sont déterminés à continuer la mobilisation sur la question essentielle du pouvoir d'achat, l'heure est à porter la mobilisation à un cran supérieur pour construire un rapport de forces à même de faire plier le gouvernement.

Au-delà des manifestations du samedi, c'est l'ancrage des mobilisations dans les entreprises et les lieux de travail qui fera pencher la balance. Aux militants d'entreprises et gilets jaunes partageant cette conviction de défendre ensemble l'idée d'un véritable blocage de

l'économie qui suppose la construction d'un mouvement de grèves se généralisant à tous les secteurs d'activité, avec pour horizon la préparation d'une grève générale.

Ensemble, dans les entreprises et les syndicats, sur les ronds points et dans les assemblées de gilets jaunes, donnons-nous les moyens de cet objectif.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook

